

Isabelle Blume (1892 - 1975)

GOTOVITCH, José

1995, 9 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/biographie_isabelle_blume.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : GOTOVITCH, José, *Isabelle Blume (1892 - 1975)*, Bruxelles, CARCoB, 1995, [en ligne], <http://www.carcob.eu/IMG/pdf/biographie_isabelle_blume.pdf>, (date de consultation).



GRÉGOIRE Isabelle, épouse BLUME

Baudour (aujourd'hui commune de Saint-Ghislain, pr. Hainaut, arr. Mons), 22 mai 1892 - Bruxelles (pr. Brabant, arr. Bruxelles ; aujourd'hui Région de Bruxelles-Capitale), 12 mars 1975. Dirigeante des Femmes socialistes, députée de l'arrondissement de Bruxelles, conseillère communale socialiste puis communiste à Hornu (aujourd'hui commune de Boussu, pr. Hainaut, arr. Mons), membre de la présidence du Conseil mondial de la paix, épouse de David Blume, mère de Jean Blume.

Le père d'Isabelle Grégoire est pasteur à Dour (pr. Hainaut, arr. Mons) et Herchies (aujourd'hui commune de Jurbise, pr. Hainaut, arr. Mons) après avoir longtemps œuvré à Cuesmes (aujourd'hui commune de Mons, pr. Hainaut, arr. Mons). Sa mère est la fille d'un paysan flamand venu s'installer dans la région. La maison est largement ouverte aux mineurs. Il leur apprend à lire dans la Bible et dans le *Catéchisme du peuple* d'Alfred Defuisseaux*. À la table familiale, I. Grégoire entend évoquer le massacre des Arméniens, la guerre des Boers, la grève générale de 1902 en faveur du suffrage universel. Les étrennes familiales passent souvent dans l'aide à toutes ces causes. Elle grandit ainsi dans une atmosphère chrétienne, d'esprit internationaliste et socialiste.

Ayant décroché le diplôme de régente littéraire à Liège en 1911, Isabelle Grégoire suit, pendant un an, les cours de théologie à Genève. Elle se prépare à la vie de femme de pasteur car elle épouse en 1913 David Blume, pasteur protestant. Le couple s'installe à Dour. Étroitement associée à l'action de son mari, Isabelle tient l'école du dimanche. Avec d'importantes difficultés matérielles, la guerre leur apporte un enfant, Jean, et un surcroît de travail social et éducatif. David Blume est membre du Comité local de secours et d'alimentation. Il est également impliqué dans les réseaux de renseignements alliés, ce qui lui vaut quelques perquisitions liées à l'affaire Edith Cavell.

La fin de la guerre marque un premier grand tournant. Un second enfant naît en 1918. Mais surtout, ne trouvant pas d'emploi au Borinage, Isabelle Blume suit une formation accélérée d'assistante sociale à Bruxelles. Elle fait connaissance, à cette occasion, avec l'École ouvrière supérieure (EOS), donc le milieu socialiste bruxellois. Mais c'est comme professeur d'histoire qu'elle est finalement engagée à l'école des Marronniers, institution protestante américaine fréquentée par les enfants de la Haute société protestante bruxelloise. À la même époque, son mari démissionne de l'église, après avoir vainement tenté de faire adopter par celle-ci la convention de Washington, comme base de sa doctrine sociale.

Le couple Blume émigre définitivement à Bruxelles en 1922. Très rapidement, I. Blume est intégrée au monde de l'EOS où elle donne cours, et de la Centrale d'éducation ouvrière, où elle assume des tâches de secrétariat. Elle y côtoie Henri De Man*, dont la rencontre a déterminé son adhésion au parti, mais aussi Arthur Jauniaux* et Joseph Wauters*. Tous trois patronnent l'ascension militante de la jeune femme.

Le 18 janvier 1923, Isabelle Blume signe son premier éditorial dans *Le Peuple* : c'est un appel aux jeunes, à la paix, qui fait écho dans un style résolument pacifiste à l'occupation de la Rhénanie par les troupes franco-belges. Quelques années plus tard, elle défend cette ligne antimilitariste dans un discours du 11 novembre qui lui vaut, après protestation de parents choqués, d'être mise devant le choix : l'école ou le parti. Elle choisit et la voilà définitivement, à 36 ans, professionnelle de l'action politique.

Enseignante à l'EOS, Isabelle Blume devient, en 1928, secrétaire nationale du mouvement des femmes socialistes, à la tête du Comité national qui regroupe toutes les formes de l'action féminine socialiste. Elle est membre du conseil général du Parti ouvrier belge (POB). En décembre 1928, elle présente le rapport sur les vacances ouvrières au Congrès féminin du POB.

Mais c'est au sein même de son parti que la première bataille féministe doit être menée. Malgré Émile Vandervelde*, le parti s'oppose en effet au vote des femmes sous un prétexte tactique : la peur du vote catholique. Plus grave encore, dans le mouvement syndical, des voix autorisées s'élèvent contre le travail des femmes, menace pour l'emploi des hommes.

C'est l'objet d'articles offensifs qu'Isabelle Blume confie à *La Voix de la femme*, organe de son mouvement. La journaliste, la polémiste, s'affirme, les réactions sont nombreuses. Elles vont aller s'amplifiant quand Isabelle Blume porte le fer dans le domaine tabou de la suprématie masculine au foyer. Elle entame une campagne sous le titre général de « la démocratie conjugale », clouant au pilori le militant parvenu qui se fait servir et méprise ou ignore celle qu'il a épousée avant son « ascension sociale ».

Menée en 1930 et 1931 dans *La Vie ouvrière*, confortée par une enquête fort suivie, la campagne est finalement stoppée par les dirigeants du journal syndical. Isabelle Blume livre entretemps des images édifiantes de subordination féminine dans la vie quotidienne des ménages ouvriers et socialistes. Militante du quotidien à la tête des femmes socialistes, elle se préoccupe tout autant des relations mère-enfant, de l'alcoolisme que des maisons de vacances pour enfants de la classe ouvrière. Elle y paie de sa personne, menant des combats pour l'hygiène tant corporelle qu'alimentaire.

C'est dans ce même esprit de modernisation des conditions de vie de la classe ouvrière qu'Isabelle Blume adhère au Plan De Man et collabore activement aux travaux du Bureau d'études sociales. Le Plan offre à ses yeux une perspective de sortie de la crise et du

désespoir de la classe ouvrière, dont elle peut mesurer l'intensité au cours des grèves de 1932 à Charleroi (pr. Hainaut, arr. Charleroi). Elle y tente la conciliation entre les manifestants furieux et les dirigeants syndicaux et politiques du POB. I. Blume participe également à la grande enquête sur les budgets ouvriers. Cela débouchera, une fois Henri De Man* ministre, sur quelques réalisations particulièrement intéressantes de fabrication standardisée pour l'équipement ménager ouvrier, alors misérable.

Si le social accapare Isabelle Blume, il ne submerge pas totalement le politique. Peu avant l'accession d'Hitler au pouvoir, elle prend la parole à Hambourg, à Brême (Allemagne). L'écrasement du mouvement ouvrier auquel elle assiste, la détermine, une fois rentrée, à lancer l'alarme. Les œuvres, les briques, risquent de submerger le mouvement socialiste, l'événement risque de le surprendre, écrit-elle, et elle ajoute : « ce qui nous manque, ce sont des vigiles, des sentinelles... ». Elle s'investit dès lors dans ce rôle. La semaine sanglante de Vienne sert de déclencheur. Elle mène une campagne de solidarité, lance une souscription, annonce inopinément que les femmes socialistes adoptent les orphelins de Vienne. Elle secoue par la même occasion la direction de l'Internationale. Elle entre ainsi de plein pied dans l'équipe internationale du POB, aux côtés de Louis De Brouckère* et Henri Rolin*, parmi ceux qui appuient le renforcement de la Société des nations (SDN), la sécurité collective.

Isabelle Blume engage les femmes socialistes dans le Rassemblement universel pour la paix (RUP) au service duquel elle déploie elle-même une grande activité, en organisant notamment le congrès international de Bruxelles de septembre 1936. Malgré son amitié avec Albert Marteaux, elle apparaît peu dans l'Action socialiste. Elle demeure, disciplinée, liée à la direction du parti, à Émile Vandervelde*, et bénéficie de la sympathie des dirigeants syndicaux.

Si la poussée féministe n'a pas réussi à ébranler les réticences du POB envers le suffrage féminin, elle est suffisante pour placer Isabelle Blume en ordre utile pour la Chambre à Bruxelles. N'ayant pu voter elle-même, elle entre à la Chambre en 1936, seconde femme députée de l'histoire de Belgique, formant la paire avec la communiste liégeoise, Alice Adère-Degeer*. Elle consacre son « maiden speech » au thème « à travail égal - salaire égal » et n'abandonnera jamais son action pour les femmes.

Sa nouvelle fonction projette Isabelle Blume plus intensément dans le champ politique. Elle s'identifie pleinement aux grandes causes de la gauche des années 1930 : sécurité collective, unité de la gauche, antifascisme. Une bataille symbolise tous ces enjeux : l'Espagne. Son nom va lui demeurer attaché. Tribunes des meetings, colonnes des journaux, rues enfiévrées, partout elle se dépense sans compter. Elle visite également le front espagnol, remplit des missions délicates pour le gouvernement républicain, conduit des centaines d'enfants en Belgique, en adopte un elle-même.

La guerre d'Espagne entraîne la fusion des différentes gauches socialistes dans l'opposition à la non-intervention. Au-delà même pour Isabelle Blume, car elle collabore étroitement avec les communistes que Jean, son fils aîné, vient de rejoindre. Le Congrès du RUP à peine achevé, elle est en Espagne, avec Marthe Huysmans*. Dès le 11 septembre 1936, elle entame à Bruxelles une série de meetings. Elle effectue un second séjour en Espagne, d'un mois cette fois, en février 1937. Elle n'aura de cesse d'activer la solidarité concrète, de fustiger la non intervention, en obtenant cependant l'appui occulte de Paul-Henri Spaak* pour son action humanitaire. Malgré les agressions de la droite, les menaces des rexistes, c'est la belle période militante d'Isabelle Blume, portée par la ferveur du peuple de gauche dont le cœur bat pour l'Espagne.

Dans un élan identique, Isabelle Blume plaide pour les réfugiés allemands, autrichiens, juifs. Son nom est connu, tous affluent directement chez elle... À ce train d'enfer, son ménage s'est défait, ses enfants la voient peu et, avec son fils communiste, périodes chaleureuses et orageuses se succèdent. Le Pacte germano-soviétique de 1939 marquera une rupture momentanée, malgré les contacts amicaux qu'elle maintiendra toujours avec l'ambassadeur Roubinine. Malgré Burgos, malgré l'unité repoussée, malgré sa rupture personnelle avec Paul-Henri Spaak et De Man, Isabelle Blume demeure fidèle au POB. Elle ne suit pas Marteaux qui passe au Parti communiste de Belgique (PCB), ni ne soutient Fernand Brunfaut lorsqu'il est exclu pour son approbation de la politique soviétique. Elle demeure également en bons termes avec les dirigeants syndicaux, soutiens les plus fidèles de Spaak et De Man, mais financiers généreux de l'accueil des enfants espagnols.

Son action antifasciste la désignant aux représailles, Isabelle Blume quitte Bruxelles en mai 1940 et, à travers mille aventures, gagne Londres le 25 juin 1940 avec un véritable état-major de la gauche socialiste politique et syndicale : Camille Huysmans*, Max Buset, Omer Bécu, Daems.

Isabelle Blume participe à l'éphémère « gouvernement » tenté par Marcel-Henri Jaspar. Quand le gouvernement belge se reconstitue, elle se consacre totalement au service social de la marine belge, tout en participant quelque peu en retrait, au groupe Émile Vandervelde et à l'Office parlementaire belge. Elle vit à Londres dans l'entourage direct de Camille Huysmans, mais aussi de l'espagnol Negrin et de l'ambassadeur soviétique Maïski. Le retour à Bruxelles se fait dans les premiers jours de septembre 1944. Son fils déporté en Allemagne, I. Blume se préoccupe des prisonniers et fait partie de la première délégation parlementaire en Allemagne en mai 1945.

Une fois la famille réunie, Isabelle Blume se replonge dans l'action parlementaire et sociale. Deux projets qui lui tiennent à cœur depuis longtemps, passent enfin le cap du Parlement. Admis, le droit de vote féminin est reporté in extremis à la consultation de 1949. Une fois de plus, les craintes du vote féminin en faveur des catholiques et, cette

fois, du Roi, servent d'arguments. Elle est également à la base de la loi du 21 août 1948, abolissant la réglementation de la prostitution. Le dépôt en avait été fait une première fois en 1936, puis en 1939 et définitivement en octobre 1946.

Isabelle Blume reprend le secrétariat national des Femmes socialistes et, comme telle, pousse, anime même une série d'activités de formation et d'éveil, mais aussi la campagne électorale d'avril 1949, au terme de laquelle les femmes voteront pour la première fois. En 1950, consultation populaire et nouvelle élection : elle sillonne les villages du Luxembourg, cette terre jusqu'alors peu perméable au socialisme. Elle est fréquemment accueillie par des jets de pierre, elle fait l'objet de menaces. Dans cette atmosphère agressive, elle gifle, au Parlement, le sénateur Pierre Nothomb qui l'avait injuriée.

À la tête du Comité national des femmes socialistes, Isabelle Blume déploie une activité inlassable cherchant à ranimer, réactiver les organisations féminines dans les fédérations, donne des meetings, des conférences, écrit des articles, prononce des causeries à la radio, multiplie les contacts avec les organisations sœurs à l'étranger. Elle participe à l'organisation de la Journée internationale des femmes en mars 1947, 1948, 1949. Elle met sur pied les semaines d'études des Femmes prévoyantes et des Femmes socialistes à Vichten (Grand-Duché de Luxembourg, septembre 1947), à Meung-sur-Loire (France, septembre-octobre 1948), la Journée nationale des Femmes socialistes à Bruxelles (26 mai 1949). Isabelle Blume prépare la création de cours de formation militante pour les femmes, la parution de syllabus pour ces cours. Ses préoccupations se portent toujours vers des problèmes abordés avant-guerre : les vacances ouvrières, les maladies sociales, l'enfance délinquante, l'allocation de la mère au foyer, l'instruction des filles, etc.

Tout ce travail de militante féministe est quelque peu éclipsé, aux yeux du grand public, par son engagement dans la Question royale et les questions internationales. Isabelle Blume figure au premier rang de toutes les manifestations contre le retour du Roi. Dans une grande surface de Bruxelles, elle renverse les comptoirs pour forcer la fermeture. Son immunité parlementaire sera levée pour ces faits. Malgré son hostilité farouche envers Léopold III, elle refuse de poursuivre l'action après l'annonce du renoncement et n'adhère pas au crédo républicain entonné par les communistes. Rien ne l'oppose à son parti en cette affaire.

En matière internationale en revanche, les grincements se font entendre dès la Libération. Hostile au Benelux, hostile aux petites alliances, Isabelle prend résolument position contre toute renaissance d'une Allemagne puissante. Présidente des Amitiés belgo-soviétiques, elle combat toute idée de bloc occidental, s'oppose au Plan Marshall et, dans la même logique, combat le 4 mai 1949 au Parlement, le Pacte Atlantique.

Dans le contexte de la guerre froide, résolument, systématiquement, Isabelle Blume s'oppose à la politique étrangère de son parti, refuse ce qu'elle considère comme une aliénation d'indépendance, comme un retour aux coalitions étriquées d'avant-guerre contraires à l'entente mondiale symbolisée par l'Organisation des Nations Unies (ONU). Mais quand celle-ci intervient en Corée, elle la dénonce comme un instrument américain. Déjà isolée, soupçonnée, elle plaide l'entente Est-Ouest et le désarmement au 73e Congrès du Parti socialiste belge (PSB) en décembre 1950. C'est la dernière fois qu'elle prend la parole durant le congrès de son parti.

Isabelle Blume qui est intervenue, à de multiples reprises, auprès de Paul-Henri Spaak en faveur de l'accueil en Belgique de réfugiés après la guerre, juifs en particulier, est une ferme partisane de la création de l'État d'Israël. Durant cette période, elle participe à la direction du PSB, a fait partie de diverses commissions internes des affaires étrangères, coloniale, politique et sociale et juridique.

Le réarmement allemand sera le point de rupture car, sur cette question, Isabelle Blume transgresse l'interdiction de meetings communs avec les communistes. Pire, elle signe l'Appel de Stockholm et, en novembre 1950, elle participe à Varsovie au II^e Congrès mondial des partisans de la paix, en pleine guerre de Corée. Le Conseil mondial de la paix y est créé : il coopte Isabelle Blume en janvier 1951. À ce moment, le processus de rupture est entamé. Une campagne s'organise contre elle dans le parti. En janvier 1951, le Bureau et le Conseil général, encore hésitants - sa popularité est grande et elle fait figure de personnage historique - cherchent la conciliation qu'elle refuse. Le 2 avril 1951, le Bureau du PSB l'exclut pour alignement sur les positions communistes. Le Conseil général ratifie la décision 4 jours après. Cette exclusion est moins un refus des positions défendues par Isabelle Blume qu'un mur infranchissable dressé alors par le PSB envers les communistes, l'Union soviétique et tous les organismes et campagnes qu'ils animent. La force de ce sentiment explique également qu'Isabelle Blume demeure alors isolée. Son exclusion n'est suivie d'aucun autre départ.

Conservant son mandat au Parlement, Isabelle Blume siège jusqu'en 1954, à titre d'indépendant. Elle a été un moment conseillère communale à Uccle en 1932 (POB). Après le refus du PSB de la réintégrer en 1959, elle figure, à sa demande, à la dernière place sur la liste législative communiste de Mons en 1961. Elle adhère au Parti communiste (PC) en 1964 et est élue au Comité central où siège également son fils Jean Blume. En 1964, elle est élue conseillère communale à Hornu, où elle siège jusqu'à la fin de son mandat en décembre 1971.

De 1951 à 1975, la vie d'Isabelle Blume se confond avec celle du Conseil mondial de la paix (CMP). En 1954, l'écrivain Ilya Ehrenbourg lui remet le prix Staline. Khrouchtchev entraîne son admiration et les événements de Hongrie n'altèrent pas son engagement au côté des Soviétiques au sein du mouvement de la paix. Elle est également présidente de

l'Union belge pour la défense de la paix (UBDP), filiale du Conseil mondial de la paix. Elle poursuit, sous l'égide du CMP, ses contacts dans le monde entier, s'ouvrant particulièrement alors aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. En 1965, elle figure parmi les trois coordinateurs de la présidence collégiale du CMP où elle mène toutes les grandes batailles de l'organisation : antinucléaire, désarmement, indépendance du Tiers Monde, Cambodge et Vietnam particulièrement.

L'intensité de cette activité internationale semble cependant la placer, comme Isabelle Blume le dit, « hors de la vie », c'est-à-dire loin du terrain. Si elle assume une certaine présence au Borinage (pr. Hainaut), son activité demeure centrée à la présidence du CMP. Précisément ces années sont celles des relations plus difficiles avec les Soviétiques tout puissants dans l'organisation mondiale. Elle ne s'aligne pas dans la querelle avec les Chinois au Congrès de 1962. Isabelle Blume connaît, depuis l'avant-guerre, la Tchécoslovaquie et bien de ses dirigeants, et suit avec réticence leurs premiers pas en démocratie populaire. Quelques-unes des victimes des procès lui sont proches. Aussi accueille-t-elle avec faveur le printemps de Prague de 1968. L'UBDP qu'elle préside condamne l'intervention du Pacte de Varsovie. Comme présidente coordinatrice au CMP, elle regrette publiquement, en termes très mesurés, la tournure prise par les événements. L'année suivante, le poste de président coordinateur du COMP est supprimé. Les quelques notes autobiographiques qu'elle a laissées indiquent la profonde amertume créée par certaines pratiques à son égard de la part des pays socialistes, sans toutefois entamer sa volonté de ne pas confondre ce qui, pour elle, est l'essentiel avec l'accessoire. Ainsi poursuivra-elle jusqu'à ses derniers mois sa ronde universelle : Le Caire, la Syrie, la Jordanie, le Chili, le Bangladesh, Moscou et Brazzaville (Congo) en juillet 1974. Elle entame la rédaction de souvenirs que la mort interrompt en mars 1975.

Ce parcours militant ininterrompu de 1922 à 1975 est vécu tout entier sur le mode de la ferveur avec le manichéisme que celui-ci implique. Les confidences recueillies permettent de nuancer la vision, de repousser le reproche adressé par Max Buset en 1951 : « Isabelle, tu es mécanisée ». Lucide, elle fait le choix qu'elle explique elle-même dans ses notes (p. 224) : « Il n'y a pas moyen de servir deux maîtres. Il faut choisir entre le socialisme avec les erreurs et les fautes que des hommes peuvent commettre et le capitalisme avec sa négation de toutes les valeurs humaines au seul profit de « l'argent roi », avec toutes ses valeurs frelatées. Il suffit d'un coup d'œil sur le monde actuel pour savoir où se trouve l'avenir de la justice, du pain et de la liberté. » Souvent dure dans le travail, sacrifiant tout à celui-ci, qui fut toute sa vie, elle a suscité beaucoup de ferveur, mais formé peu de disciples. Quelles qu'aient été les voies choisies, Isabelle Blume a réussi à devenir et demeurer une figure symbolique des grandes causes mondialistes qui, de l'Espagne au Vietnam, firent vibrer le « peuple de gauche » et se sont éteintes à peu près en même temps qu'elle.

ŒUVRE : *Dix femmes illustres*, Bruxelles, L'Églantine, 1923 - *La commune et nous*,

Bruxelles, 1938 - Julien LAHAUT, Isabelle BLUME, Pierre NOTHOMB, *Traqués de partout. Les émigrés antifascistes demandent le droit à la vie*, Bruxelles, Germinal, 1938 - *De la frontière du Laos à la rivière Ben Hai*, Hanoi, 1961 - *Pourquoi je suis venue au Conseil mondial de la paix*, Conseil mondial de la paix, s.d., s.l. - Collaboration à *La Voix de la femme*, 1928 et *La Famille prévoyante*, 1935, qui fusionnent au janvier 1936, elle y tient la rubrique *La voix de la femme - Vie ouvrière*, 1930-1933 - *Le Peuple - Le militant de base*, (1945-1949) - *Dix femmes illustres*, Bruxelles, 1923.



SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE :

BALTHAZAR Herman et GOTOVITCH José, *Camille Huysmans in Londen*, Anvers, 1978.

Isabelle Blume. Entretiens recueillis et présentés par José Gotovitch, Bruxelles, Fondation Jacquemotte, 1976.

BLUME Jean, *Drôle d'agenda*, Bruxelles, 2 vol., 1985-1987.

FLAGOTHIER Robert et Linda, *Inventaire d'archives du Fonds Isabelle Blume*, Bruxelles, 1980.

GÉRARD Isabelle, *Sept dames de qualité*, Bruxelles, 1982.

GOTOVITCH José, *De belgische socialisten in Londen*, Anvers, 1981.

